

Division : Inspectorat et sols pollués
Sous division : Sols
Département : Identification des sols pollués
Pers. de contact : Simon CARDON
Téléphone : 02/563.42.57
Fax : (32) 2 775 75 05
E-mail : scardon@leefmilieu.irisnet.be
N/réf. : INSP/scardon/SOL/00144/2013
(à rappeler dans toute correspondance ultérieure)

Concerne : Terrain sis Boulevard Anspach 65 - à 1000 Bruxelles, Boulevard Anspach 65 à 1000 Bruxelles, Rue du Marché aux Poulets 7 à 1000 Bruxelles
Parcelles cadastrales : 21811_M_2624_K_000_00

Cadre de référence : Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués (M.B., 10/03/2009)

RECONNAISSANCE DE L'ETAT DU SOL : DECLARATION DE CONFORMITE

Nous avons reçu en date du 2 juillet 2015 une reconnaissance de l'état du sol (réf. D1875, datée du 24/06/2015), établie par l'expert en pollution du sol Geolys sur le bien susmentionné. Cette reconnaissance de l'état du sol a été réalisée à l'initiative de Actiris dans le cadre de la cessation d'au moins une activité à risque et d'un évènement (débordement de la citerne à mazout lors de son remplissage) qui motive une présomption de pollution ou ayant engendré une pollution du sol sur le terrain susmentionné.

L'IBGE déclare la reconnaissance de l'état du sol **conforme** aux dispositions de l'Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués (M.B. 10 mars 2009).

Constatations et obligations suivantes

<u>PARCELLE CADASTRALE :</u>	<u>CLASSE DE SENSIBILITE :</u>	<u>CONSTAT DE L'EXPERT :</u>	<u>OBLIGATIONS SUIVANTES :</u>
21811_M_2624_K_000_0 0	Zone d'habitat	Pollution constatée dans le sol et dans l'eau souterraine	Une étude détaillée est nécessaire

Pollutions : type et titulaire de l'obligation:

Concernant la pollution constatée sur la parcelle cadastrale 21811_M_2624_K_000_00 :

Type de pollution	Paramètres sol/eau	Titulaire d'obligation	Traitement
Pollution unique (causée après le 1/1/1993)	Huiles minérales dans le sol et dans l'eau souterraine	la personne identifiée comme ayant généré la pollution après le 1/1/1993 : Actiris	assainissement

Par conséquent, Actiris devra nous faire parvenir **une étude détaillée endéans les 90 jours à dater de la présente**, conformément aux conclusions de la reconnaissance de l'état du sol.

L'étude détaillée est à notifier à l'IBGE via le formulaire électronique dont dispose votre expert en pollution du sol ou via Irisbox (<http://www.irisbox.irisnet.be/>).

L'objectif de l'étude détaillée est de délimiter verticalement et horizontalement la pollution mise en évidence par la reconnaissance de l'état du sol et en détermine, éventuellement l'accroissement, ainsi que le ou les types de pollutions: unique, orpheline ou mélangée, si la reconnaissance n'a pas permis de le faire. Elle devra être conforme à l'arrêté du 8 juillet 2010 fixant le contenu de la reconnaissance de l'état du sol et de l'étude détaillée et leurs modalités générales d'exécution (M.B. 20/07/2010).

Conformément à l'article 55 § 1 de l'ordonnance du 5 mars 2009, un recours contre la présente décision est ouvert auprès du Collège d'environnement (CCN - Rue du Progrès 80 à 1035 Bruxelles, Tél : 02/204 24 57, Fax : 02/204 15 68). Ce recours doit être introduit par lettre recommandé dans les 30 jours à dater de la réception de la présente décision.

**ACTUALISATION DES DONNEES DE L'INVENTAIRE DE L'ETAT DU SOL DE LA
PARCELLE 21811 M 2624 K 000 00: CATEGORIE 0+4**

Justification	
Catégorie 0	Il existe sur la parcelle une activité à risque en cours ou non étudiée
Catégorie 4	Parcelle en cours d'étude et/ou de traitement

Une reconnaissance de l'état du sol devra être réalisée lors des événements suivants:

Quand ?	Par qui ?	Base légale
aliénation de droit réel (entre autre vente)	titulaire de droit réel	art. 13§1
demande d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme dont les actes, travaux ou installations concernent soit une excavation, soit une augmentation d'exposition aux risques d'une éventuelle pollution soit une entrave au traitement	demandeur du permis d'environnement ou d'urbanisme	art. 13§4 et §5



d'une éventuelle pollution de sol		
<ul style="list-style-type: none"> • Lors de la cessation de l'activité à risque exploitée actuellement • Lors de la cession du permis d'environnement • Lors de la prolongation du permis d'environnement 	exploitant	art. 13§2
implantation d'une nouvelle activité à risque	demandeur du permis d'environnement	art. 13§3
découverte de pollution lors d'une excavation du sol	personne qui exécute ces travaux ou pour le compte de laquelle les travaux sont réalisés	art. 13§6
d'un incident ou accident ayant pollué le sol	l'auteur de cet événement	art. 13§7

Vu qu'une procédure d'identification/traitement du sol de la parcelle en question est actuellement en cours ou a été entamée, les dispositions de l'art. 17 doivent être prises en compte avant une aliénation de droits réels ou une cession du permis d'environnement.

Les conditions fixées par l'IBGE pour autoriser la cession de droits réels ou de permis d'environnement sont fournies par le cédant au cessionnaire. Lorsque la dérogation prévue à l'article 17§2 est mise en application, le cessionnaire du terrain ou du permis d'environnement doit laisser libre accès au cédant pour qu'il puisse remplir ses obligations restantes.

En fonction des résultats de cette procédure, la parcelle concernée changera de catégorie et les éventuelles obligations y relatives seront donc en fonction de sa catégorie finale.

Sachez que des dispenses de l'obligation de réaliser une reconnaissance de l'état du sol sont prévues aux articles 60 et 61 de l'Ordonnance du 5 mars 2009. Ces dispenses doivent être notifiées ou demandées à Bruxelles Environnement – IBGE via l'envoi en recommandée des formulaires concernés (www.bruxellesenvironnement.be > Professionnels > Thèmes > Sols > Identification et traitement > reconnaissance de l'état du sol).

CITERNES D'HYDROCARBURES

L'exploitant d'un dépôt de mazout est tenu de mettre ces citernes définitivement hors service dans le cadre de la remise en état du site¹, c'est-à-dire de les faire vidanger, nettoyer et enlever ou éventuellement inérer sur place (si l'autorité délivrante du permis l'autorise). Les déchets liés à ces opérations sont des déchets dangereux et devront être repris par un [collecteur agréé](#).

¹ En vertu de l'article 63 §2 de l'ordonnance du 5/06/1997 relative aux permis d'environnement



La procédure de mise hors service définitive de ces citernes est consultable sur notre site internet².

Par conséquent, nous demandons à Actiris de nous transmettre les attestations de ces travaux réalisés endéans les 90 jours à dater de la présente.

De plus, tant que nous n'avons pas reçu ces attestations prouvant la mise hors service définitive du dépôt de mazout, le site restera inscrit en catégorie 0 à l'inventaire de l'état du sol puisque celui-ci reste considéré comme une activité à risque potentiellement polluante. Si la mise hors service complète n'est pas réalisée endéans un délai d'un an à dater de la présente, une actualisation de la reconnaissance de l'état du sol, et donc des nouveaux forages, pourrait s'avérer nécessaire.

Notre agent, Monsieur Simon CARDON, reste à disposition pour tout renseignement complémentaire.

Jean Pierre JANSSENS

Directeur de la Division Inspectorat et sols pollués

Machteld GRYSEELS

Directrice générale adjointe ad interim

Frédéric FONTAINE

Directeur général

² www.environnement.brussels > Thèmes > Bâtiment > Mon logement > [Sécuriser ma citerne à mazout](#).

